Huntingdon Gazette

Edition — Mars 2021- Vol. 14, No. 3 **Publié par la VILLE DE HUNTINGDON**

VILLE DE HUNTINGDON

Adresse:
23, rue King
Huntingdon (Québec)
J0S 1H0

Téléphone: (450) 264-5389
Télécopieur: (450) 264-6826

Dépôt legal:
Bibliothèque nationale du Québec

www.villehuntingdon.com

HUNTINGDON GAZETTE est le journal d'information de la **Ville de Huntingdon** publié au moins 12 fois par année. Il est tiré à 1400 exemplaires et est expédié directement aux citoyennes et aux citoyens par la poste. La publication des textes relèvent entièrement de la Ville de Huntingdon.

Pour soumettre un texte, celui-ci doit être expédié par courriel en format WORD ou texte-plein à l'adresse courriel :

greffe@villehuntingdon.com

AVIS PUBLIC

ADRESSÉ AUX PERSONNES INTÉRESSÉES AYANT LE DROIT DE SIGNER UNE DEMANDE D'APPROBATION RÉFÉRENDAIRE

SECOND PROJET DE REGLEMENT 939-2021, ADOPTÉ LE 1ER MARS 2021, MODIFIANT LE RÈGLEMENT DE ZONAGE No 512 ET LE PLAN DE ZONAGE

AVIS PUBLIC est donné que :

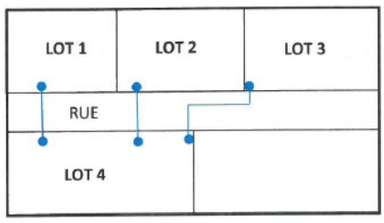
1. À la suite de la consultation écrite tenue du 8 février au 1er mars 2021, le conseil municipal a adopté, le 1er mars 2021, le second projet de règlement (sans changement) numéro 939-2021, modifiant le règlement de zonage no 512 et le plan de zonage.

Les modifications suivantes sont susceptibles d'approbation référendaire :

- **ARTICLE 2** – Le plan de zonage de l'annexe « A » du règlement 512 est modifié afin de créer la zone Habitation HD-6 à même la zone PA-1 (*lots 4 622 506 et 4 622 507)* située sur la rue King à proximité de la rue Lake. Cette disposition est susceptible d'approbation référendaire.

- **ARTICLE 3** – Le règlement de zonage est modifié au chapitre 8 par l'ajout suivant après l'article 8.1.1:
« Nonobstant l'article 8.1.1 du présent règlement, un bâtiment accessoire peut être implanté sur un terrain contigüe séparé par une rue à celui où est localisé le bâtiment principal aux conditions suivantes;

  a) Le terrain principal et le terrain utilisé de façon accessoire doit être situé dans une zone du groupe habitation et être utilisé pour un usage résidentiel.
  b) Le terrain utilisé de façon accessoire doit appartenir au propriétaire du terrain où se situe le bâti ment principal;
  c) *Le terrain utilisé de façon accessoire doit être séparé par une rue et situé en façade ou de biais à une distance maximale de 150 mètres avec le terrain principal;*



Distance maximale de 150 mètres entre le LOT 3 et le LOT 4

  d) *Le terrain utilisé de façon accessoire doit être subdivisé et être conforme à la réglementation d'urbanisme;*
  e) *Le terrain utilisé de façon accessoire sera considéré comme un prolongement du terrain servant à l'utilisation principale et obtiendra ainsi un statut de permanence. Aussi, le terrain utilisé doit être garanti par servitude notariée et enregistrée et le propriétaire doit également fournir un plan de localisation préparé par un arpenteur-géomètre dans le cas d'un bâtiment accessoire existant;*
  f) Le terrain utilisé de façon accessoire ne pourra être séparé du terrain principal, à moins que ne s'implante un bâtiment principal conforme aux règlements d'urbanisme.

2. Ce second projet contient des dispositions qui peuvent faire l'objet d'une demande valide de la part des personnes intéressées de la zone concernée et de toute zone qui luir est contiguë, à la condition qu'une demande provienne de la zone à laquelle elle est contiguë, et ce, afin qu'un règlement qui les contient soit soumis à l'approbation de certaines personnes habiles à voter conformément à la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités. Les renseignements permettant de déterminer quelles personnes intéressées ont le droit de signer une demande à l'égard de chacune des dispositions du projet susceptibles d'approbation référendaire, peuvent être obtenus à la municipalité située au 23, rue King dans la Ville de Huntingdon aux heures normales de bureau de 9 h à 17h du lundi au jeudi. .

3. Pour être valide, toute demande doit:

- indiquer clairement la disposition qui en fait l'objet et la zone et adresse d'où elle provient, et le cas échéant, mentionner la zone à l'égard de laquelle la demande est faite ;

Suite page suivante

- être signée par au moins 12 personnes intéressées de la zone d'où elle provient ou par au moins la majorité d'entre elles si le nombre de personnes intéressées dans la zone n'excède pas 21 ;
- être reçue au bureau de la greffière, à l'Hôtel de Ville situé au 23, rue King, Huntingdon, au plus tard le 23 mars 2021 à 17h00.

4. Conditions pour être une personne intéressée à signer une demande :

4.1 Toute personne qui n'est frappée d'aucune incapacité de voter et qui remplit les conditions suivantes le 1er mars 2021:

- est domiciliée dans la zone d'où peut provenir une demande, ET ;
- est domiciliée depuis au moins 6 mois au Québec OU;

4.2 Tout propriétaire unique d'un immeuble ou occupant unique d'un établissement d'entreprise qui n'est frappé d'aucune incapacité de voter et qui remplit les conditions suivantes 1er mars 2021**;**

- est, depuis au moins douze mois, propriétaire d'un immeuble ou occupant d'un établissement d'entreprise situé dans une zone d'où peut provenir une demande OU;

4.3 Tout copropriétaire indivis d'un immeuble ou cooccupant d'un établissement d'entreprise qui n'est frappé d'aucune incapacité de voter et qui remplit les conditions suivantes le 1er mars 2021:

- est depuis au moins douze mois, copropriétaire indivis d'un immeuble ou cooccupant d'un établissement d'entreprise situé dans une zone d'où peut provenir une demande ;
- est désigné, au moyen d'une procuration signée par la majorité des personnes qui sont copropriétaires ou cooccupants depuis au moins douze mois comme celui qui a le droit de signer la demande en leur nom et d'être inscrit sur la liste référendaire, le cas échéant. Cette procuration doit être produite avant ou en même temps que la demande.

4.4 Dans le cas d'une personne physique, il faut être majeure, de citoyenneté canadienne et ne pas être en curatelle.

4.5 Dans le cas d'une personne morale il faut:

- avoir désigné parmi ses membres, administrateurs et employés, par résolution, une personne qui, le 1er mars 2021, est majeure et de citoyenneté canadienne et qui n'est pas en curatelle et n'est frappée d'aucune incapacité de voter prévue par la loi ET;
- avoir produit avant ou en même temps que la demande une résolution désignant la personne autorisée à signer la demande et à être inscrite sur la liste référendaire, le cas échéant.

4.6 Sauf dans le cas d'une personne désignée à titre de représentant d'une personne morale, nul ne peut être considéré comme personne intéressée à plus d'un titre conformément à l'article 531 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités.

5. Toutes les dispositions du second projet 939-2021 qui n'auront fait l'objet d'aucune demande valide pourront être incluses dans un règlement qui n'aura pas à être approuvé par les personnes habiles à voter.

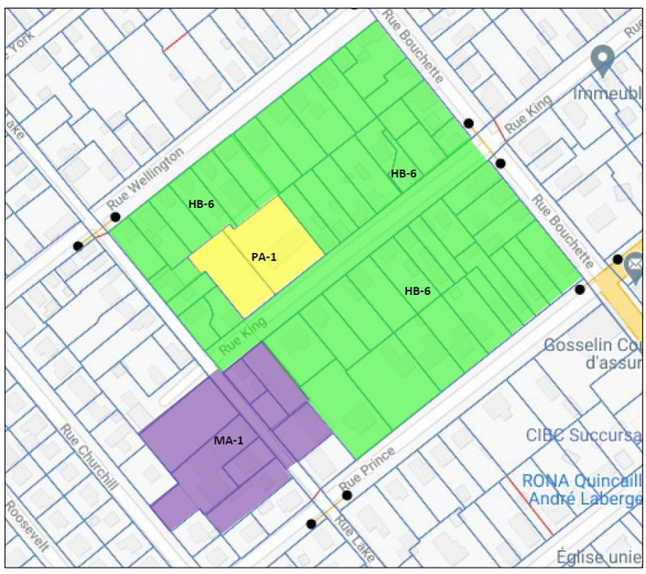
6. Une copie du résumé du second projet peut être obtenue, sans frais, par toute personne qui en fait la demande au bureau de la municipalité, situé au 23, rue King dans la Ville de Huntingdon aux heures normales de bureau de 9h à 17h du lundi au jeudi ou être consulté sur le site internet de la ville au www.villehuntingdon.com.

Donné à Huntingdon, ce 12e jour de mars 2021
Denyse Jeanneau, Greffière

PLAN 939-2021-A

Réf. : Article 2 du Règlement 939-2021

PLAN EN VIGUEUR



PLAN MODIFIÉ

AVIS PUBLIC

ADRESSÉ AUX PERSONNES INTÉRESSÉES AYANT LE DROIT DE SIGNER UNE DEMANDE D'APPROBATION RÉFÉRENDAIRE

SECOND PROJET DE REGLEMENT 940-2021, ADOPTÉ LE 1ER MARS 2021, MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LES USAGES CONDITIONNELS NUMÉRO 714-2005

AVIS PUBLIC est donné que :

1. À la suite de la consultation écrite tenue du 8 février au 1er mars 2021, le conseil municipal a adopté, le 1er mars 2021, le second projet de règlement (sans changement) numéro 940-2021, modifiant le règlement sur les usages conditionnels numéro 714-2005.

Les modifications suivantes sont susceptibles d'approbation référendaire :

ARTICLE 2

L'ajout de la section 3.9 au chapitre 3, soit :

3.9 CRITÈRES D'ÉVALUATION DES USAGES DE LA CLASSE « (c_{14}) » DANS LA ZONE CONCERNÉE

1) L'usage répond favorablement au principe de complémentarité et d'harmonie avec les usages présents dans le secteur environnant ;
2) Le projet présente globalement une qualité d'intégration avec le milieu environnant quant à l'apparence extérieure de la construction, à l'aménagement et à l'occupation des espaces extérieurs préserve ou met en valeur le caractère d'ensemble du secteur;
3) L'architecture, le gabarit et la hauteur du bâtiment respectent les caractéristiques du milieu bâti environnement ;
4) Le terrain d'accueil de l'activité ne devra pas être situé dans une aire ayant un statut de protection ou de conservation désigné ou encore dans une zone d'intérêt patrimonial et/ou historique ;
5) Le terrain doit avoir une superficie minimale de 3000 m²;
6) L'aménagement du terrain et l'implantation du bâtiment doivent permettre d'atténuer les effets sonores et visuels sur la zone d'habitation située à proximité en tenant compte notamment de l'emplacement des aires de stationnements, des espaces extérieurs, des couvertures de l'immeuble, etc. ;
7) Le nombre de cases de stationnement n'excède pas les besoins réels de l'usage ;
8) Les aires d'entreposage disposent d'aménagements paysagers qui réduisent l'impact visuel sur les terrains adjacents et de la rue;
9) Le nombre et la largeur des accès véhiculaires sont minimisés ;
10) La propriété dispose d'aménagements paysagers ;
11) Les unités d'éclairage sur le terrain présentent un style d'ensemble et la hauteur de celles-ci tient compte de la nature de la surface éclairée tout en réduisant l'impact visuel sur les propriétés adjacentes;
12) Les activités sont exercées selon un horaire permettant de préserver la quiétude du secteur.

2. Ce second projet contient des dispositions qui peuvent faire l'objet d'une demande valide de la part des personnes intéressées de la zone concernée et de toute zone qui lui est contiguë, à la condition qu'une demande provienne de la zone à laquelle elle est contiguë, et ce, afin qu'un règlement qui les contient soit soumis à l'approbation de certaines personnes habiles à voter conformément à la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités. Les renseignements permettant de déterminer quelles personnes intéressées ont le droit de signer une demande à l'égard de chacune des dispositions du projet susceptibles d'approbation référendaire, peuvent être obtenus à la municipalité située au 23, rue King dans la Ville de Huntingdon aux heures normales de bureau de 9 h à 17h du lundi au jeudi .

3. Pour être valide, toute demande doit:

- indiquer clairement la disposition qui en fait l'objet et la zone et adresse d'où elle provient, et le cas échéant, mentionner la zone à l'égard de laquelle la demande est faite ;
- être signée par au moins 12 personnes intéressées de la zone d'où elle provient ou par au moins la majorité d'entre elles si le nombre de personnes intéressées dans la zone n'excède pas 21 ;
- être reçue au bureau de la greffière, à l'Hôtel de Ville situé au 23, rue King, Huntingdon, au plus tard le 23 mars 2021 à 17h00.

4. Conditions pour être une personne intéressée à signer une demande :

4.1 Toute personne qui n'est frappée d'aucune incapacité de voter et qui remplit les conditions suivantes le 1er mars 2021:

- est domiciliée dans la zone d'où peut provenir une demande, ET ;
- est domiciliée depuis au moins 6 mois au Québec OU;

Suite page suivante

4.2 Tout propriétaire unique d'un immeuble ou occupant unique d'un établissement d'entreprise qui n'est frappé d'aucune incapacité de voter et qui remplit les conditions suivantes 1er mars 2021**;**

- est, depuis au moins douze mois, propriétaire d'un immeuble ou occupant d'un établissement d'entreprise situé dans une zone d'où peut provenir une demande OU;

4.3 Tout copropriétaire indivis d'un immeuble ou cooccupant d'un établissement d'entreprise qui n'est frappé d'aucune incapacité de voter et qui remplit les conditions suivantes le 1er mars 2021:

- est depuis au moins douze mois, copropriétaire indivis d'un immeuble ou cooccupant d'un établissement d'entreprise situé dans une zone d'où peut provenir une demande ;
- est désigné, au moyen d'une procuration signée par la majorité des personnes qui sont copropriétaires ou cooccupants depuis au moins douze mois comme celui qui a le droit de signer la demande en leur nom et d'être inscrit sur la liste référendaire, le cas échéant. Cette procuration doit être produite avant ou en même temps que la demande.

4.4 Dans le cas d'une personne physique, il faut être majeure, de citoyenneté canadienne et ne pas être en curatelle.

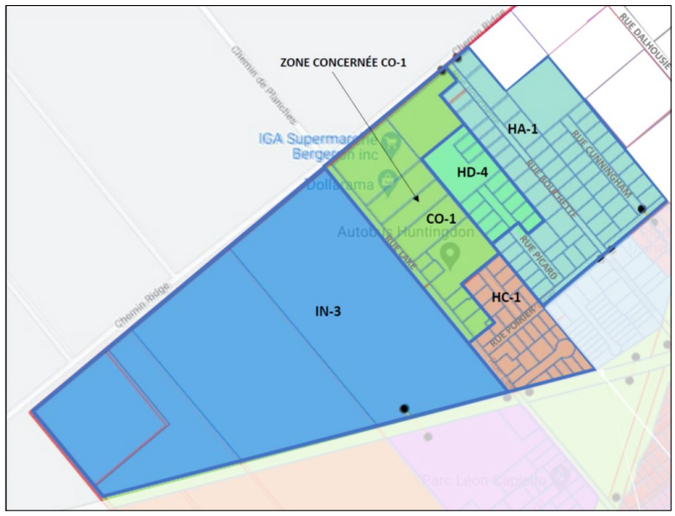
4.5 Dans le cas d'une personne morale il faut:

- avoir désigné parmi ses membres, administrateurs et employés, par résolution, une personne qui, le 1er mars 2021, est majeure et de citoyenneté canadienne et qui n'est pas en curatelle et n'est frappée d'aucune incapacité de voter prévue par la loi ET;
- avoir produit avant ou en même temps que la demande une résolution désignant la personne autorisée à signer la demande et à être inscrite sur la liste référendaire, le cas échéant.

4.6 Sauf dans le cas d'une personne désignée à titre de représentant d'une personne morale, nul ne peut être considéré comme personne intéressée à plus d'un titre conformément à l'article 531 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités.

5. Toutes les dispositions du second projet 940-2021 qui n'auront fait l'objet d'aucune demande valide pourront être incluses dans un règlement qui n'aura pas à être approuvé par les personnes habiles à voter.

6. Une copie du résumé du second projet peut être obtenue, sans frais, par toute personne qui en fait la demande au bureau de la municipalité, situé au 23, rue King dans la Ville de Huntingdon aux heures normales de bureau de 9h à 17h du lundi au jeudi ou être consulté sur le site internet de la ville au www.villehuntingdon.com.



Donné à Huntingdon, ce 12e jour de mars 2021

Denyse Jeanneau,
Greffière

AVIS PUBLIC
DÉROGATION MINEURE

AVIS PUBLIC est par la présente donné par la soussignée que lors de l'assemblée ordinaire du Conseil qui aura lieu le 6 avril 2021 à 19h00 à huis clos, le Conseil municipal prendra une décision relativement à une demande de dérogation mineure au règlement de lotissement no. 514.

SITE: Projet West.
LOT PROJETÉ: 6 417 049

Le lot projeté 6 417 049 fait partie d'un projet d'ensemble résidentiel sur les lots vacants adjacents de la rue West.

La demande de dérogation mineure aura pour effet d'autoriser un frontage de 14.18 mètres au lieu de 15 mètres pour le lot 6 417 049, tel que prescrit à l'article 3.2.1 du Règlement de lotissement no 514, soit une dérogation de 0.82 mètre.

Toute personne intéressée pourra se faire entendre par le conseil en soumettant ses commentaires par écrit, au plus tard le 6 avril 2021 à 17h00 à l'adresse courriel : greffe@villehuntingdon.com ou par courrier postal : Ville de Huntingdon, a/s Denyse Jeanneau, greffière, 23, rue King, Huntingdon, QC J0S1H0.

Donné à Huntingdon, ce 12e jour de mars 2021.

Denyse Jeanneau, Greffière

Huntingdon Gazette

Edition — March 2021- Vol. 14. No. 3 Published by the TOWN OF HUNTINGDON

TOWN OF HUNTINGDON

Address:
23, King street
Huntingdon (Québec)
J0S 1H0

Telephone: (450) 264-5389
Fax: (450) 264-6826

Legal Deposit:
Bibliothèque nationale du Québec

www.villehuntingdon.com

HUNTINGDON GAZETTE is the **Town of Huntingdon's** news paper published at least 12 times a year. They are 1,400 copies being printed and sent directly to citizens through the post office. It is a publication of articles completely relavant to the town of Huntingdon.

To submit an article, send it by e-mail in WORD or plain text to the fallowing e-mail address

greffe@villehuntingdon.com

PUBLIC NOTICE

TO ALL INTERESTED PERSONS HAVING THE RIGHT TO SIGN AN APPLICATION TO PARTCIPATE IN A REFERENDUM

SECOND DRAFT BY-LAW 939-2021, ADOPTED March 1st, 2021, AMENDING ZONING BY-LAW 512 AND ZONING PLAN

PUBLIC NOTICE is given that:

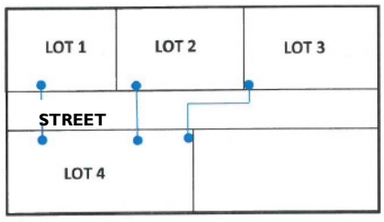
1. Following the written consultation held from February 8 to March 1, 2021, the city council adopted, on March 1, 2021, (without change), the second draft by-law 939-2021 amending zoning by-law 512 and zoning plan.

The provisions subject to approval by way of referendum are as follows:

- **ARTICLE 2** - The zoning plan of appendix "A" of by-law 512 is modified in order to create the HD-6 Housing zone from the PA-1 zone (lots 4,622,506 and 4,622,507) located on the street King near Lake Street. This provision is subject to approval by referendum.

- **ARTICLE 3** - The zoning by-law is modified in chapter 8 by the following addition after article 8.1.1:
"Notwithstanding article 8.1.1 of the current by-law, an accessory building may be located on contiguous land separated by a street from that where the main building is located under the following conditions;

a) The main land and the land used as an accessory must be located in a housing group zone and be used for residential use.
b) The land used as an accessory must belong to the owner of the land where the main building is located;
c) The land used as an accessory must be separated by a street and located in front or at an angle at a maximum distance of 150 meters from the main land;



Maximum distance of 150 meters between the LOT 3 and the LOT 4

d) The land used as an accessory must be subdivided and comply with urban planning by-laws;
e) The land used as an accessory will be considered as an extension of the land used for the main use and will thus obtain a permanent status. Also, the land used must be guaranteed by notarized and registered servitude and the owner must also provide a certificat of location plan prepared by a land surveyor in the case of an existing accessory building;
f) The land used as an accessory may not be separated from the main land, unless a main building is set up in accordance with town planning regulations.

2. This second draft contains provisions that can be the subject of a valid request on the part of interested people of the area concerned and of any area that is contiguous to the condition that a request comes from the area to which it is contiguous and this, so that a regulation which contains either submitted to the approval of some people who are entitled to vote in accordance with the Act respecting elections and referendums in municipalities. The information to determine which interested persons have the right to sign a request for a referendum with regard to each of the articles of the proposal can be obtained from the Municipality, located at 23 King Street in the town of Huntingdon during normal business hours from 9:00 a.m. to 5:00 p.m. Monday to Thursday.

3. To be valid, any requests must:

- clearly indicate the provision it concerns and from which zone and address such request is issued, and if need be, mention the zone for which the application is made;

Suite next page

- be signed by at least twelve (12) interested persons of the zone from which it originates or by at least the majority if the number of interested persons if the zone does not exceed 21;
- be received at the municipal clerk's office located at 23 King Street in the Town of Huntingdon no later than March 23, 2021.

4. Conditions to be considered an interested person having the right to sign an application:

4.1 Any person who is not disqualified from voting and who fulfills the following conditions, on March 1st , 2021;

- is domiciled in a zone from which an application may originate; AND
- is domiciled for at least 6 months in the Province of Quebec OR;

4.2 Be the sole owner of an immoveable or the sole occupant of a business establishment that is not disqualified from voting and who fulfills the following conditions on March 1st, 2021;

- is for at least twelve (12) months, the sole owner of a immoveable or the sole occupant of a business establishment located in a zone from where an application may originate OR;

4.3 Be the undivided co-owner of an immovable or co-occupant of a business establishment who is not under any voting disqualification and who on March 1st, 2021, fulfills the following conditions:

- is for at least twelve (12) months, an undivided co-owner of an immovable or co-occupant of a business establishment located in a zone where an application may originate;
- be designated, by means of a power of attorney signed by the majority of persons who are co-owners or co-occupants since at least twelve (12) months as being the person having the right to sign the application on their behalf of and to be entered on the referendum list, as the case may be. This power of attorney must have been filed before or be filed with the application.

4.4 In the case of a natural person, he or she must be of full age, a Canadian citizen and not be under curatorship.

4.5 In the case of a legal person, one must:

- have designated by resolution from among its members, administrators or employees, a person who on March 1st, 2021, is of full age, a Canadian citizen, who is not under curatorship and who is not disqualified from voting according to the law;
- have filed or file at the same time as the application, a resolution designating the person authorized to sign the application and to be entered on the referendum list, as the case may be.

4.6 Except in the case of a person having been designated as representative of a legal person, no one shall be considered as an interested person in more than one capacity in accordance with section 531 of the Act respecting elections and referendums in municipalities.

5. All provisions of the second by-law 939-2021 project that was not subject to any valid application will be included in a regulation that does not have to be approved by qualified voters.

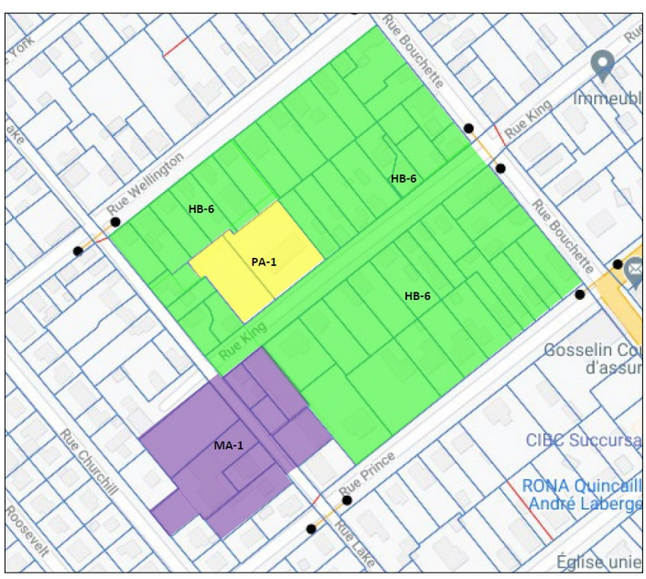
6. A copy of the summary of the second project can be obtained, without charge, by any person who makes an application to the municipal office, located at 23 King Street in the Town of Huntingdon during normal office hours from 9 a.m. to 5 p.m. - Monday to Thursday or be viewed on the town's website at www.villehuntingdon.com.

Given in Huntingdon, this March 12, 2021.
Denyse Jeanneau, Municipal Clerk

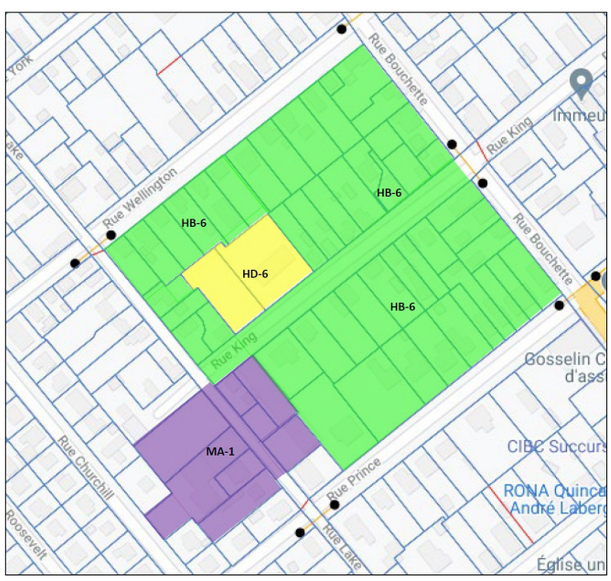
PLAN 939-2021-A

Réf. : Article 2 - By-law 939-2021

CURRENT PLAN



MODIFIED PLAN



PUBLIC NOTICE

TO ALL INTERESTED PERSONS HAVING THE RIGHT TO SIGN AN APPLICATION TO PARTCIPATE IN A REFERENDUM

SECOND DRAFT BY-LAW 940-2021, ADOPTED March 1st , 2021, AMENDING CONDITIONAL USES BY-LAW #714-2005

PUBLIC NOTICE is given that:

1. Following the written consultation held from February 8 to March 1, 2021, the municipal council adopted, on March 1, 2021, (without change), the second draft By-law 940-2021 amending the By-law conditional uses number 714-2005

The provisions subject to approval by way of referendum are as follows:

ARTICLE 2

The addition of section 3.9 to Chapter 3, be:

3.9 CRITERIA FOR EVALUATING USES OF CLASS "(c14)" IN THE AREA CONCERNED

1) The use responds favorably to the principle of complementarity and harmony with the uses present in the surrounding area;
2) The overall project presents a quality of integration with the surrounding environment in terms of the exterior appearance of the construction, the layout and occupation of the exterior spaces preserves or enhances the character of the whole area;
3) The architecture, size and height of the building respect the characteristics of the built environment;
4) The land for the activity should not be located in an area with designated protection or conservation status or in an area of heritage and / or historical interest;
5) The land must have a minimum area of 3000 m²;
6) The arrangement of the land and the implantation of the building must make it possible to attenuate the sound and visual effects on the residential area located nearby, taking into account in particular the location of parking areas, outdoor spaces, building covers, etc.;
7) The number of parking spaces does not exceed the actual needs of the use;
8) Storage areas have landscaped features that reduce visual impact on adjacent lots and from the street;
9) The number and width of vehicular accesses are minimized;
10) The property has landscaped features;
11) That the lighting units have an overall style and that their height takes into account the nature of the illuminated surface while reducing the visual impact on adjacent properties;
12) Activities are carried out according to a schedule that allows the sector to remain peaceful.

2. This second draft contains provisions that can be the subject of a valid request on the part of interested people of the area concerned and of any area that is contiguous to the condition that a request comes from the area to which it is contiguous and this, so that a regulation which contains either submitted to the approval of some people who are entitled to vote in accordance with the Act respecting elections and referendums in municipalities. The information to determine which interested persons have the right to sign a request for a referendum with regard to each of the articles of the proposal can be obtained from the Municipality, located at 23 King Street in the town of Huntingdon during normal business hours from 9:00 a.m. to 5:00 p.m. Monday to Thursday.

3. To be valid, any requests must:

- clearly indicate the provision it concerns and from which zone and address such request is issued, and if need be, mention the zone for which the application is made;
- be signed by at least twelve (12) interested persons of the zone from which it originates or by at least the majority if the number of interested persons if the zone does not exceed 21;
- be received at the municipal clerk's office located at 23 King Street in the Town of Huntingdon no later than March 23, 2021.

4. Conditions to be considered an interested person having the right to sign an application:

4.1 Any person who is not disqualified from voting and who fulfills the following conditions, on March 1st , 2021;

- is domiciled in a zone from which an application may originate; AND
- is domiciled for at least 6 months in the Province of Quebec OR;

Suite next page

4.2 Be the sole owner of an immoveable or the sole occupant of a business establishment that is not disqualified from voting and who fulfills the following conditions on March 1st, 2021;

- is for at least twelve (12) months, the sole owner of a immoveable or the sole occupant of a business establishment located in a zone from where an application may originate OR;

4.3 Be the undivided co-owner of an immovable or co-occupant of a business establishment who is not under any voting disqualification and who on March 1st, 2021, fulfills the following conditions:

- is for at least twelve (12) months, an undivided co-owner of an immovable or co-occupant of a business establishment located in a zone where an application may originate;
- be designated, by means of a power of attorney signed by the majority of persons who are co-owners or co-occupants since at least twelve (12) months as being the person having the right to sign the application on their behalf of and to be entered on the referendum list, as the case may be. This power of attorney must have been filed before or be filed with the application.

4.4 In the case of a natural person, he or she must be of full age, a Canadian citizen and not be under curatorship.

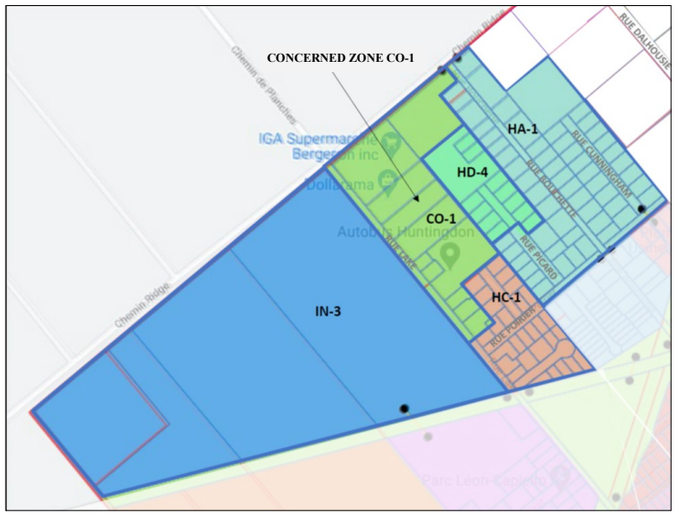
4.5 In the case of a legal person, one must:

- have designated by resolution from among its members, administrators or employees, a person who on March 1st, 2021, is of full age, a Canadian citizen, who is not under curatorship and who is not disqualified from voting according to the law;
- have filed or file at the same time as the application, a resolution designating the person authorized to sign the application and to be entered on the referendum list, as the case may be.

4.6 Except in the case of a person having been designated as representative of a legal person, no one shall be considered as an interested person in more than one capacity in accordance with section 531 of the Act respecting elections and referendums in municipalities.

5. All provisions of the second by-law 940-2021 project that was not subject to any valid application will be included in a regulation that does not have to be approved by qualified voters.

6. A copy of the summary of the second project can be obtained, without charge, by any person who makes an application to the municipal office, located at 23 King Street in the Town of Huntingdon during normal office hours from 9 a.m. to 5 p.m. - Monday to Thursday or be viewed on the town's website at www.villehuntingdon.com.



Given in Huntingdon, this March 12, 2021.

Denyse Jeanneau
Municipal Clerk

PUBLIC NOTICE
MINOR DEROGATION

PUBLIC NOTICE is hereby given that at the regular meeting of the council that will be held on April 6th, 2021, at 7:00 p.m., at 23 King Street in Huntingdon, the Municipal Council will make a decision relative to the request for a minor derogation to the subdivision by-law no. 514.

LOCATION: West project.
PROJECTED LOT: 6 417 049

The request for a minor derogation will have the effect of authorizing a frontage of 14.18 meters instead of 15 meters for lot 6,417,049, as prescribed in article 3.2.1 of Subdivision by-law no. 514, a derogation of 0.82 meters.

Any interested person may be heard by the council by submitting their comments in writing, no later than **April 6th, 2021 at 5.p.m** to the email address: greffe@villehuntingdon.com or by postal mail: Ville de Huntingdon, a/s Denyse Jeanneau, Municipal Clerk, 23, rue King, Huntingdon QC J0S1H0.

Given in Huntingdon, March 12, 2021.

Denyse Jeanneau
Municipal Clerk